

15 mars 2007

Nucléaire et EPR : des choix positifs pour la France

Alors que se dessine pour le monde un avenir énergétique préoccupant, marqué par la raréfaction des combustibles fossiles et la menace du réchauffement climatique, la France dispose, avec son programme nucléaire, d'un formidable atout.

En produisant plus des trois quarts de l'électricité nationale, le nucléaire met notre pays à l'abri, dans ce secteur stratégique, des crises, des ruptures d'approvisionnement, des "chocs de prix" risquant d'affecter dans les années à venir les marchés internationaux de l'énergie. L'intérêt de la France est de préserver cette situation qui protège sa sécurité énergétique.

C'est pourquoi la Société Française d'Energie Nucléaire conteste les mots d'ordre de ceux qui ont appelé à manifester le 17 mars pour "stopper l'EPR" et "sortir du nucléaire". Elle estime que **renoncer au nucléaire serait pour la France une grave erreur, un choix risqué contraire à l'intérêt du pays.**

➤ **L'argumentation des opposants au nucléaire manque de crédibilité à un double point de vue :**

- Ils tracent du nucléaire un portrait caricatural qui ne correspond en rien aux enseignements tirés de ses 40 ans d'exploitation en France.

L'analyse des données disponibles et la simple observation des faits montrent que notre pays tire de réels avantages de l'utilisation du nucléaire : celui-ci nous garantit une électricité bon marché à des coûts stables sur le long terme ; ses performances de sûreté sont remarquables, bien supérieures à celles des énergies fossiles ; il sait gérer ses déchets et préserve l'environnement des pollutions chimiques ; il ne rejette pas de CO₂, ce qui en fait un outil précieux de lutte contre le réchauffement climatique. **Enfin, le nucléaire est un des rares secteurs de haute technologie où la France est leader mondial.** Nos exportations d'équipements et de services nucléaires (6 milliards d'euros par an en moyenne) constituent un des postes bénéficiaires les plus importants de notre balance commerciale. A la clé de ce dynamisme industriel : 100 000 emplois directs et presque autant d'emplois induits.

Un tel bilan ne plaide guère pour une "sortie du nucléaire". Est-ce pour cela que les manifestants du 17 mars l'ignorent systématiquement, préférant diaboliser le nucléaire à l'aide de slogans caricaturaux ?

- L'autre "argument" des militants anti-nucléaires consiste à laisser croire que les énergies renouvelables (ENR) pourront remplacer les centrales nucléaires pour fournir à la France l'essentiel de son électricité. Aucune analyse sérieuse ne permet de valider cette idée. C'est un faux-semblant tendant à faire croire qu'il existe dans notre pays une alternative "écologiquement correcte" pour remplacer notre parc nucléaire. Or, même en tablant sur un développement important des ENR, il est irresponsable de prétendre qu'elles pourront apporter – à horizon prévisible et dans l'état actuel des technologies – une contribution autre que minoritaire à notre production d'électricité.

() Association scientifique sans but lucratif, la SFEN regroupe 4000 chercheurs, ingénieurs, médecins, enseignants œuvrant pour la plupart dans le secteur nucléaire. Son objet est de favoriser les progrès des sciences et techniques nucléaires et la diffusion des connaissances et des informations liées aux différentes utilisations de cette forme d'énergie.*

- **Sortir du nucléaire serait pour la France un recul stratégique, économique, environnemental.** Il faut dire clairement que si la France sort du nucléaire, elle sera contrainte, pour produire l'essentiel de son électricité, d'acheter à l'étranger des quantités massives de gaz. **Qui ne voit qu'une telle solution serait un défi au bon sens puisque notre pays devrait appuyer son approvisionnement en électricité sur une matière première dont les réserves mondiales sont en voie de raréfaction, dont les prix seront de tout évidence orientés à la hausse et la disponibilité de moins en moins garantie ?** La France perdrait l'indépendance électrique que lui assure le nucléaire et deviendrait tributaire du marché international du gaz, dominé par la Russie et les pays du Moyen-Orient. Il faudrait régler chaque année à nos fournisseurs une facture de 15 à 20 milliards d'euros (voire davantage !). Cette ponction sur la richesse nationale, s'assimilant à une véritable délocalisation de nos capacités économiques et de nos emplois, se traduirait inévitablement par une hausse des coûts de l'électricité, tandis que le pays se verrait privé des quelque 6 milliards d'euros que lui rapportent chaque année ses exportations "nucléaires". Enfin, après avoir réussi à mettre en place un parc électrique ne générant pratiquement aucun gaz à effet de serre, notre pays en viendrait à lui substituer un système déversant chaque année dans l'atmosphère des centaines de millions de tonnes de CO₂ aggravant le réchauffement climatique.
- **EPR : la logique est de construire dès maintenant une tête de série**
Parallèlement aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables, le nucléaire doit demeurer un des outils essentiels de la politique énergétique de la France. Dans cette perspective, la projet de construction d'un réacteur de nouvelle génération, l'EPR, est pleinement justifié.
Fruit d'une coopération franco-allemande, l'EPR combine le meilleur des technologies nucléaires des deux pays auxquelles il apporte d'importantes innovations. Contrairement à ce que proclament ses opposants, l'EPR a des dispositifs de sûreté encore renforcés par rapport aux réacteurs actuels – qui ont eux-mêmes largement fait la preuve de leur haut niveau de sûreté. La probabilité d'un accident est infime sur ces réacteurs, conçus de telle sorte que même si un accident se produisait, il n'y aurait pas de conséquence significative et durable en dehors de la centrale.
L'EPR dont la construction est prévue à Flamanville doit être la "tête de série" destinée à préparer le remplacement de nos réacteurs les plus anciens. Ceux-ci pourraient être mis hors service dans la période 2017/2025, amputant de plus du tiers la capacité totale de production d'électricité de la France ! Pour combler ce déficit, il faudra construire de nouveaux réacteurs et donc "tester" préalablement un premier modèle. C'est ce que permettra la "tête de série" de Flamanville, condition indispensable pour préparer l'avenir technique et industriel de notre parc nucléaire.
Ce premier EPR contribuera en outre à notre approvisionnement en électricité dès le milieu de la décennie 2010. Il fait partie des nouveaux moyens de production (avec les éoliennes, la biomasse, les installations au gaz et au fuel...) prévus pour assurer l'équilibre offre/demande dans la perspective d'une augmentation maîtrisée de la consommation d'électricité.
L'EPR, c'est enfin la condition pour maintenir la France au top niveau du nucléaire mondial. Au moment où de nombreux pays s'apprêtent à renouveler ou à développer leurs parcs électronucléaires, le projet de Flamanville sera la "vitrine" de la compétence française dans le domaine des réacteurs les plus avancés. Ce sera un facteur déterminant pour renforcer les positions de notre industrie nucléaire au plan international avec, à la clé, le développement des exportations et le soutien des emplois. Au même titre que la fusée Ariane, qu'Airbus ou que le TGV, l'EPR est un "point fort" de notre industrie. Le jeter aux oubliettes ou le frapper d'un moratoire serait contre-productif. D'un point de vue technique, industriel, économique, environnemental, la France a tout intérêt à entreprendre sans tarder sa construction.